

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société CORAMINE
Commune de Senlis**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les Livres I et V des parties législative et réglementaire, et particulièrement ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1, L. 181-14 et L. 514-5 et R. 511-9 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 4.15 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 délivrée à la société CORAMINE en vue d'exploiter ses installations sur le territoire de la commune de Senlis et notamment son article 7.2.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2026 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 avril 2026 transmis à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations émises par l'exploitant par courriels des 4 et 7 mai 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 25 mars 2026, l'inspection a constaté une évolution de la situation administrative : il n'y a plus qu'une seule ligne de production au lieu de deux, classée au titre de la rubrique ICPE n° 2940.2.a ;
2. La réglementation a évolué, notamment la nomenclature ICPE. La rubrique n° 2940 n'est plus soumise au régime de l'autorisation mais au régime de l'enregistrement ;
3. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet ces modifications ;
4. Ce constat constitue un manquement à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement susvisé ;

5. Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2026, et à la lecture du rapport de vérification périodique réalisé par la société Desautel le 16 décembre 2025 (rapport n° 3965100-001), l'inspection a constaté que le canton 3 de la cellule 1 n'était pas fonctionnel à l'ouverture et que les cartouches de déclenchement nécessitaient un remplacement ;
6. L'installation de désenfumage n'est pas maintenue en bon état de fonctionnement ;
7. Ces constats constituent des manquements à l'article 4.15 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé ;
8. L'exploitant a défini le plan d'action et estimé, dans le cadre de la procédure contradictoire, les délais nécessaires suivants, pour la réparation du désenfumage existant :
 - consultation d'entreprises pour obtenir des devis : 1 mois ;
 - réalisation de travaux de réparation sur le désenfumage : 2 mois (réparation de la trappe de désenfumage actuellement non fonctionnelle, remplacement des cylindres de commande) ;
9. Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2026, l'inspection a constaté que le système de désenfumage n'était pas conforme : la surface de désenfumage est inférieure au minimum de 2 % de la surface au sol du local, les commandes du désenfumage de la cellule 1 ne sont pas accessibles (pas à côté d'une issue de secours) ;
10. Ces constats constituent un manquement à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014 susvisé ;
11. L'exploitant a défini le plan d'action et estimé, dans le cadre de la procédure contradictoire, les délais nécessaires suivants, pour la mise en conformité du désenfumage (surface notamment) :
 - réalisation d'une étude globale du système : 3 mois ;
 - consultation des entreprises pour la réalisation de devis, puis commande auprès du prestataire choisi : 2 mois ;
 - réalisation des travaux de mise à niveau et/ou conformité : 4 mois ;
12. Ces deux derniers manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés, dans la mesure où le désenfumage concourt à l'évacuation des fumées, facilitant l'évacuation des personnes en cas d'incendie ;
13. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CORAMINE de respecter les prescriptions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, de l'article 4.15 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 ainsi que de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société CORAMINE, exploitant une installation de sur la commune de Senlis, est mise en demeure de respecter l'article L. 181-14 du Code de l'environnement en transmettant un porter à connaissance au préfet sur l'évolution de sa situation administrative **sous 3 mois**.

Le porter à connaissance devra comporter une étude de conformité à l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

La société CORAMINE, exploitant une installation de sur la commune de Senlis, est mise en demeure de respecter l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 2014, **sous 3 mois**, en :

- rendant opérationnel le système de désenfumage du canton 3 de la cellule 1 ;
- remplaçant les cartouches de déclenchement qui le nécessitent.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 :

La société CORAMINE, exploitant une installation de sur la commune de Senlis est mise en demeure de respecter l'article 4.15 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020, en :

- réalisant une étude globale du système de désenfumage, **sous 3 mois** ;
- consultant des entreprises pour la réalisation de devis, puis en passant commande auprès du prestataire choisi, **sous 5 mois** ;
- réalisant les travaux de mise à niveau et/ou mise en conformité sous **9 mois**, permettant d'atteindre l'objectif de surface d'exutoires correspondant à 2 % de la surface en mesure géométrique au sol du bâtiment.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'exploitant transmettra les documents justificatifs à l'inspection à chaque étape (rapport, commande, bon d'intervention...).

8505 1 AM 0 5

Article 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Senlis pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Senlis fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'autorité préfectorale peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Senlis, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 26 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société CORAMINE

Le Sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Le Maire de la commune de Senlis

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France